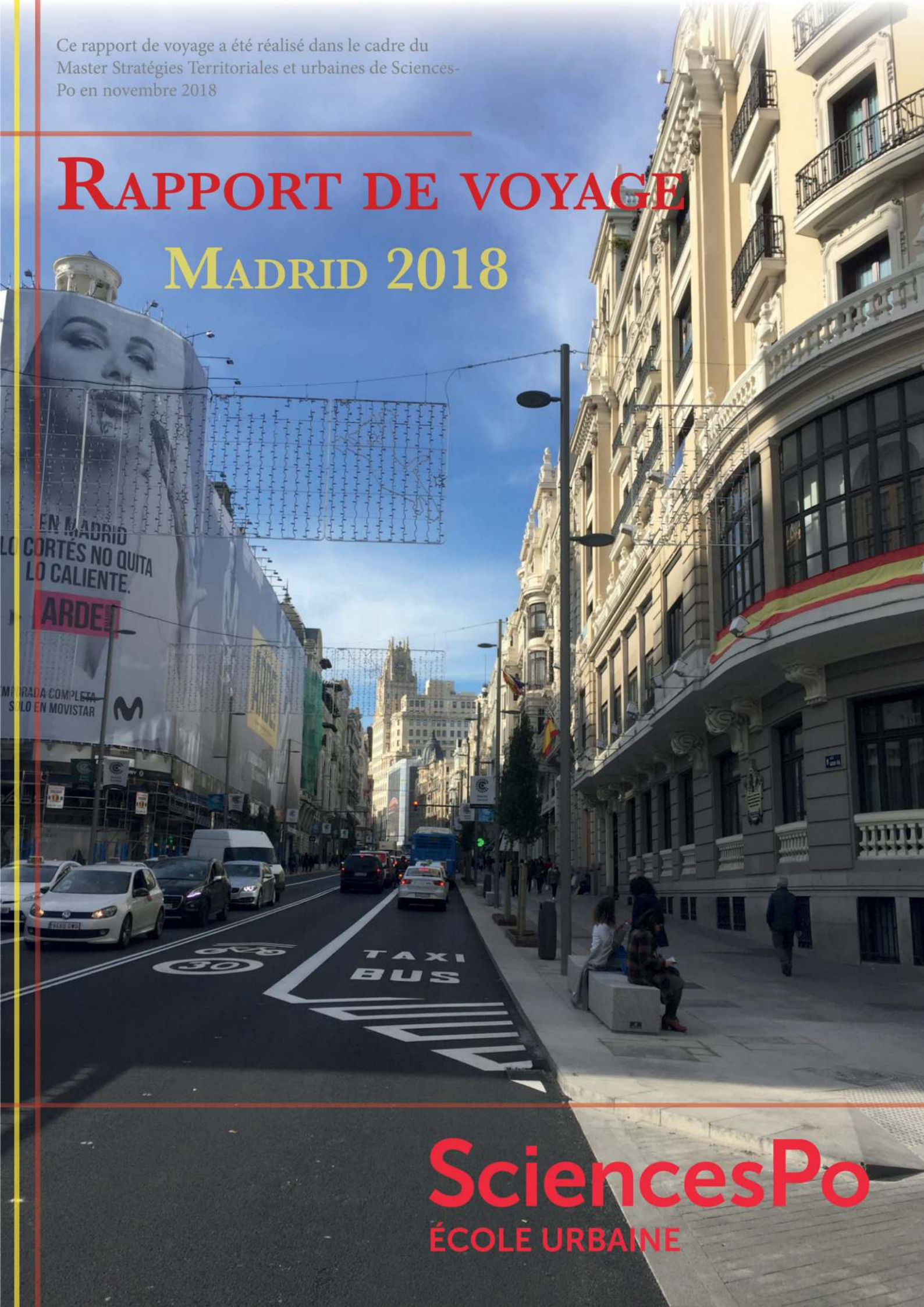
Ce rapport de voyage a été réalisé dans le cadre du Master Stratégies Territoriales et urbaines de Sciences-Po en novembre 2018

Rapport de voyage

Madrid 2018



SciencesPo
ÉCOLE URBAINE

TABLE DES MATIERES

Introduction **3**

Conter Madrid *4*

Questionner Madrid *8*

I) Changement social et mutations spatiales **10**

1. Madrid, capitale et espace de compétition mémorielle *10*

2. Une expansion urbaine incontrôlée au détriment de l'hinterland et des classes populaires *12*

3. D'un modèle traditionnel de logement collectif et familial vers une ville monde ouverte et ségrégée *14*

II) Le rôle décisif des acteurs privés dans la fabrique de la ville **17**

1. Une collusion historique entre promotion immobilière et puissance publique au détriment de l'unité urbaine *17*

2. La faiblesse des moyens publics pour reprendre le contrôle de l'espace *19*

3. Une nouvelle gouvernance pour un modèle économique renouvelé ? *21*

III) Une recomposition des methodes de gouvernance à Madrid **24**

1. Le pouvoir citoyen comme réaction aux échecs politiques et économiques de la dernière décennie *24*

2. Les nouveaux outils de participation pour réinventer la démocratie… *25*

3. La ciudad que cuida : de la building city à la caring city *26*

IV) Madrid, ville capitale **28**

1. Le municipalisme face au poids du pouvoir national : *28*

2. Une ville monde exemplaire ? *29*

Conclusion **31**

Programme des visites **32**

Remerciements **35**

Équipe éditoriale **36**

Introduction

Temps fort du parcours estudiantin à l'Ecole urbaine, le voyage d'étude permet aux étudiants, à travers des conférences et visites in situ, de se confronter à la réalité du terrain, de donner chair aux modèles et analyses qu'ils ont pu acquérir au gré de leur formation. Après Lisbonne, Berlin, Milan, Athènes, Helsinki, Barcelone, Manchester, Vienne, Bratislava, Copenhague, Genève, Budapest puis Bucarest, les étudiants s'envolent cette année pour Madrid. Entre le 12 et le 17 novembre 2018, près de 80 étudiantes et étudiants se sont donc rendus dans la capitale espagnole, accompagnés de leurs responsables pédagogiques. L'objectif d'un tel voyage était tout à la fois d'identifier l'évolution des formes urbaines, de saisir les spécificités de l'aménagement d'un territoire, mais aussi de comprendre la gouvernance urbaine dans le contexte du « retour des villes européennes » (Le Galès, 2003).

Pluridisciplinaire, le Master Stratégies Territoriales et Urbaines propose à ses étudiants une série d'enseignements variés, des sciences politiques à l'économie et la sociologie urbaine, en passant par le droit de l'urbain ou encore la cartographie. Cette formation offre ainsi aux élèves la capacité d'acquérir un regard aiguisé sur la manière dont sont aménagés et gouvernés les territoires urbains. Une attention particulière est donnée à l'identification des acteurs qui participent à cette fabrique territoriale : des promoteurs et aménageurs immobiliers aux acteurs de la municipalité, des acteurs associatifs aux simples citoyens, des commerçants d'une rue aux enseignants chercheurs... De ce croisement des méthodes, de cette diversité des acteurs rencontrés naît une manière originale de comprendre le monde urbain, dont il s'agit aujourd'hui de rendre compte.

Le présent rapport est une restitution des impressions et des réflexions nourries par les étudiants au cours de leur voyage. Résultat d'un travail collectif, il est construit à partir des notes de terrain des étudiants issues de leurs pérégrinations urbaines, des comptes rendus réalisés au fil des conférences, des images, photographies et dessins réalisés par les différents participants. Composite dans sa forme, original dans son fond, il est un regard jeté sur une capitale singulière, à la fois typiquement européenne et spécifiquement espagnole, une ville capitale en (recon)quête de légitimité locale.

Madrid connaît depuis quelques années un renouveau de ses modes de gouvernance et ses manières de fabriquer l'urbain. La capitale espagnole a été très fortement marquée par la crise de 2008 et les conséquences spectaculaires de l'effondrement de la bulle immobilière y sont encore visibles. Ces conséquences sont d'abord politiques puisque c'est un véritable raz-de-marée électoral qui emporte les municipalités espagnoles au lendemain de la crise, contribuant à une recomposition radicale du modèle de développement urbain. Portés par les contestations populaires – et en premier lieu les mouvements pacifiques du 15 de Mayo à Madrid - les partis de gauche radicale prennent ainsi les commandes des grandes villes espagnoles : Madrid, Barcelone, Séville… Ce renouveau partisan fait espérer l'avènement de modes de gouvernance renouvelés, une meilleure représentativité des citoyens, la promesse d'une lutte contre les inégalités socio-économiques, etc. Ces nouvelles équipes urbaines installent avec elles de nouveaux outils de participation, insistent sur la nécessité d'instaurer davantage de transparence dans la méthode de gouvernement, dans une perspective d'action publique ouverte associant étroitement la société civile.

Néanmoins, il convient de ne pas adopter une lecture candide et idéaliste d'un tel phénomène. Bien au contraire, il est nécessaire de déconstruire les discours, de questionner les héritages de cette crise, d'observer les permanences toujours à l'oeuvre dans l'agencement institutionnel madrilène et d'analyser finement ces nouveaux modes de gouvernance qui se font jour dans la capitale. Quelles dynamiques prévalent aujourd'hui à Madrid, dix ans après cette crise d'ampleur sans précédent ?

* * * *

Conter madrid....

Il nous apparaît ici opportun de proposer un court aparté pour cerner un peu mieux les trajectoires de l'évolution socio-spatiale à l'oeuvre aujourd'hui à Madrid. Réalité objective, matérielle et concrète la ville existe comme une somme de vides et de pleins, d'infrastructures et de réseaux qui façonnent et modèlent l'existence quotidienne des habitants, les lient et les rassemblent : rues, parcs, magasins, places, voitures, métros, immeubles, égouts et autres réseaux techniques ; c'est l'addition de ces objets qui fait la ville. Le résultat de cet assemblage forme un espace vécu qu'il nous semble intéressant d'esquisser. La ville se saisit en effet d'abord de façon sensible, elle est une réalité qui se vit, une expérience affective et émotionnelle. Raconter la ville c'est d'abord écrire une histoire, narrer les histoires habitantes qui s'y déroulent et fondent une atmosphère. Évidemment subjective, cette histoire est située, elle demeure une image prise à un « instant T » qui doit être confrontée à la dureté des faits objectifs et des données chiffrées pour demeurer pertinente.

Vue des toits madrilènes, quartier de Malasaña, Charlotte VIDAL

Balcons et fer forgé, Juliette SAINCLAIR

L'HISTOIRE de notre périple à Madrid se joue en trois actes ; ces épisodes successifs reflètent les dynamiques contraires qui existent aujourd'hui dans la capitale et qui font d'elle une ville singulière.

Cette histoire commence dès l'arrivée à l'aéroport Madrid Barajas. Là c'est la modernité qui s'offre au regard du voyageur, l'histoire d'une capitale connectée et ouverte sur le monde. L'aéroport est un pôle d'échanges internationaux, qui connecte la capitale espagnole au reste du monde : au ballet aérien succède le défilé des voyageurs venus des quatre continents qui s'empressent de prendre un taxi pour rejoindre le centre-ville. Dans le métro qui relie l'aéroport au centre de la ville, les images de publicité défilent derrière les fenêtres. Vitesse, spectacle, c'est l'histoire d'une ville dynamique et attractive qui se joue sous nos yeux. L'arrivée à l'hôtel situé sur la Gran Via est tout aussi surprenante pour le voyageur : principale artère de la ville, elle concentre les grandes enseignes internationales, les hôtels de luxe et attirent les touristes par centaines venus admirer les jeux de lumières et publicités directement projetés sur les murs des immeubles. Sur les avenues, les touristes croisent des citadins pressés, affairés, les mains emplis de paquets, buvant un café, téléphonant, mais aussi des vendeurs informels qui essaiment ça et là. En levant la tête, on prend conscience des dimensions des édifices : verticale, Madrid est une ville qui se tient droite, superbe, à la manière des gratte-ciels américains.

Vue de la Gran Via, Lila BIGIO

Face à l'hôtel, la Telefonica se dresse ; elle est l'un des sommets de la ville. Sur les toits, ce sont les statues qui dominent, fières, souvent armées, rappelant la puissance séculaire de la capitale et son histoire parfois mouvementée. On touche aussi du doigt la mémoire conflictuelle de l'histoire espagnole à travers les changements dans l'onomastique urbaine. L'histoire qui s'écrit ici alterne entre l'ici et l'ailleurs, le passé et le présent, une histoire où les symboles de puissance et d'attractivité sont légions. Pas de doute c'est l'histoire d'une capitale qui cherche à rayonner et à s'inscrire dans l'ère du temps qui se déploie sous nos yeux.

Le second acte du voyage se déroule en s'engouffrant au-delà des grandes avenues. Là, c'est l'influence latine qui s'offre au regard : les rues pavées se succèdent, ponctuées d'édifices colorés surplombés de balcons en fer forgé. Leur croisement dessine des places ombragées et arrosées par des fontaines où se retrouvent madrilènes, visiteurs de passage, jeunes, vieux, femmes et hommes pour un café, une cana ou autre spécialité locale, jusque tard dans la nuit. Pas de doute, à Madrid la vie se vit depuis l'extérieur et l'espace public semble être un lieu de convivialité et de retrouvailles. Les places invitent au rassemblement, au stationnement comme ce fut aussi le cas avec le mouvement des Indignados qui s'approprièrent pendant plusieurs mois la Puerta del Sol, espace ô combien symbolique, face au siège de la communauté de Madrid.

Ruelle typiquement madrilène, avec ses blacons en fer forgé, Charlotte VIDAL

Mais les dynamiques spatiales ne sont pas univoques à Madrid et l'image romantique de la ville laisse aussi place à une réalité plus conflictuelle. Les quartiers historiquement populaires, dont Malasaña ou Lavapiez constituent des exemples paradigmatiques, connaissent aujourd'hui une profonde mutation. Ils subissent en effet un mouvement intense de gentrification qui, sous l'effet du renchérissement des loyers, relègue les couches populaires plus loin en périphérie. Ce faisant, les commerces artisanaux, les cafés madrilènes laissent progressivement place aux barristas, ateliers d'artistes, boutiques véganes et autres logements Airbnb destinés à une clientèle mobile et mondialisée. Ce second Madrid est celui d'une ville en tension, d'une ville aux identités mouvantes et en recomposition.

Street art dans un quartier gentrifié de Madrdid, Sylvain LOPEZ-MORA

Le dernier acte se joue en dehors du Madrid qu'on aime à faire voir. Dévoiler la réalité madrilène implique en effet un décentrement, une traversée au delà du coeur de la capitale où les aménagements fleurissent pour dessiner une ville vitrine à l'international. Loin des parcs, des rues piétonnes, des rives réaménagées du fleuve Manzanares, de la plaza de España, les stigmates de la bulle immobilière sont encore largement visibles dans nombre de périphéries. Lacérés par des autoroutes urbaines à huit voies, ponctués de ronds-points surdimensionnés, d'avenues arborées où personne ne vit, les vestiges de la bulle apparaissent à bien des égards comme des lieux dévitalisés, des espaces en ruines, peu hospitaliers.

Comprendre Madrid, c'est d'abord comprendre le modèle qui a pu donner vie à ces espaces spectraux, parfois lunaires – comme à proximité de l'ancien site de la piscine olympique – ces lieux où aux immeubles vides succèdent les parcs et places tout aussi désolés. Là-bas les anciennes zones industrielles et commerciales côtoient les banlieues mal desservies, et l'on aperçoit aussi des gated communities où l'urbanisme sécuritaire se mesure au nombre de grilles et caméras qui sont déployées. On s'attachera ainsi à observer avec une attention particulière les origines et les conséquences de cette crise immobilière, le rôle des autorités urbaines, des industries du bâtiment, des acteurs historiques tels que le célèbre Real Madrid dans l'intense spéculation immobilière qui se fit jour à Madrid et qui constitue encore aujourd'hui une caractéristique spécifique de la ville.

Autoroute urbane dans le quartier de Ciudad Lineal, Séraphin ÉLIE

Madrid au détour de ses tours, Victor FIGHIERA

C'est donc une ville composite et, complexe, traversée par des dynamiques contradictoires, tiraillée entre le local et l'international, entre l'ici et maintenant et l'ailleurs, bref une ville en mouvement et bien différente de la réalité de papier glacé qu'on admire à Madrid.

Questionner Madrid

Au terme de ce récit à chaud, nous proposons une démarche analytique plus rigoureuse qui contribuera à dessiner les lignes de force qui forgent la réalité matérielle et institutionnelle du Madrid contemporain. Le présent rapport constitue à ce titre une opportunité pour dépeindre les tensions et dynamiques qui animent la capitale espagnole, cette ville marquée par une tension entre local et mondial où se superposent les enjeux et ce de manière multiscalaire.

Dès lors en quoi Madrid apparaît-elle comme une capitale en (recon)quête de légitimité locale ?

D'abord, il s'agira de dépeindre les mutations socio-spatiales qui existent à Madrid dix ans après la crise. Après un retour sur les origines de la ville, son histoire et la mémoire qui y perdure, on insistera sur les origines et conséquences de la crise immobilière de 2008. Les bouleversements qui en découlent sont évidemment une clef de lecture pour comprendre les mutations socio-démographiques qui adviennent aujourd'hui à Madrid.

Ensuite, il conviendra d'étudier le rôle historique des acteurs privés dans la fabrique de la ville madrilène : on insistera pour cela sur la collusion qui existe entre acteurs de l'immobilier et élites politiques et qui freinent l'existence d'une unité urbaine à Madrid. Face à ces acteurs privés, on questionnera le poids relatif de la puissance publique et sa capacité à reprendre en main le contrôle de la ville. Enfin on questionnera l'apport d'un nouveau mode de gouvernance dans ce modèle censé inclure davantage la société civile.

L'objectif sera également d'analyser les outils qui participent à la recomposition des modes de gouvernance. Dans un souci d'intégration croissante des citoyens, de transparence, les édiles madrilènes inventent des instruments (budget participatif, transparence...) censés assurer une plus étroite collaboration avec les citoyens. De même, une insistance particulière semble être donnée au « bien-être » en ville avec pour objectif de créer une « ciudad que cuida » (« une ville qui prend soin »). Quelles sont les conditions de possibilité d'un tel modèle et quelle réalité se cache derrière ces slogans ?

Enfin Madrid sera analysée dans sa dimension de ville capitale et ouverte à l'international. D'abord, il s'agira de comprendre le poids des pouvoirs national et provincial dans la gouvernance de la ville. Ensuite, on s'interrogera sur l'exemplarité du modèle madrilène et sa compatibilité avec les enjeux locaux qui se posent à la ville : l'enjeu de démocratie locale n'apparaît-il pas finalement comme un objet de valorisation et de communication qui permet à la capitale espagnole de rayonner à l'international ? Enfin, les différentes politiques publiques menées et notamment en termes de transport et d'aménagement de l'espace public madrilène, concentrées en centre-ville, s'offrent-elles à tous les citadins ? On peut se demander finalement si l'on assiste pas à l'avènement d'un droit au centre-ville qui se substituerait au droit à la ville.

* * * *

Nous tenons à remercier chaleureusement l'ensemble de l'équipe de l'École urbaine pour l'organisation de ce voyage d'étude, et en particulier Pauline Prat qui a assuré de par son enthousiasme et son dynamisme le bon déroulé de ces quelques jours madrilènes. Nous remercions également l'ensemble des acteurs rencontrés pour la richesse des échanges que nous avons pu nourrir avec eux, la qualité des présentations qu'ils ont pu nous offrir et leur disponibilité tout au long du voyage. Puissent ces quelques lignes dépeindre fidèlement la réalité madrilène contemporaine et donner envie à ceux qui ne connaîtraient pas encore la capitale espagnole de la découvrir !

Brigitte Fouilland et Pauline Prat, Victor FIGHIERA

Bonne lecture à vous,

¡ AHORA MADRID !

I) Changement social et mutations spatiales

1. Madrid, capitale et espace de compétition mémorielle

Les visites qui ont rythmé notre découverte de Madrid ont souligné l'empreinte profonde de l'Histoire espagnole sur la ville. Sa fonction de capitale est reflétée par la concentration géographique de lieux de pouvoir politique, économique et culturel dans le centre-ville. Ces lieux de pouvoir sont affiliés aux divers régimes que l'Espagne a traversé : patrimoine de l'époque impériale, bâtiments hérités de la dictature franquiste, et lieux de pouvoir démocratique se côtoient le long des artères stratégiques du centre-ville. Le Paseo del Prado, la Gran Via et la Calle Alcala regroupent une partie importante des bâtiments et institutions associés au pouvoir politique, économique et culturel de l'Etat Espagnol.

Cette concentration d'édifices et d'histoire exprime le statut de Madrid comme capitale politique de l'Espagne. Ces bâtiments abritent désormais des institutions politiques, économiques et culturelles, comme le Palais de la Moneda, résidence de la famille royale. De l'autre côté du Paseo del Prado, le Parque del Retiro est un parc construit à l'initiative du pouvoir royal, donc symbolique du pouvoir politique sur la structure spatiale de la ville. On peut aussi noter une concentration des lieux emblématiques de la monarchie parlementaire espagnole dans le centre-ville en particulier entre la calle Alcala et le Paseo Recoletos, qui se prolonge en Paseo del Prado. On y retrouve par exemple les sièges des services de l'Etat, ainsi que les deux chambres du Parlement espagnol. Le statut de capitale de Madrid s'observe également par la concentration de représentations diplomatiques de pays étrangers à proximité du Paseo del Prado et de la Calle Alcala. La dimension régionale s'ajoute à ce statut de capitale : le siège de la région de Madrid est installé Calle Alcala, en face du Ministère de l'Education.

Maquette de la ville de Madrid, musée de l'Histoire, Charlotte VIDAL

Madrid s'affirme également comme capitale économique et financière de l'Espagne, avec la présence de la Banque d'Espagne, à l'angle de la Calle Alcala et du Paseo del Prado, ainsi que de la Bourse de Madrid IBEX 35, qui lui fait face. Plusieurs banques et grandes entreprises cotées en Bourse ont leur siège social à Madrid, comme Caja Madrid, Banco Popular, et Enagas. Au Nord-Ouest du centre historique se trouve également la Fabrica Nacional de Moneda y Timbre, institution monétaire historique toujours en activité. On a pu observer un déplacement de lieux de pouvoir économique vers le nord de la ville, avec la construction de tours abritant les sièges sociaux de grandes banques comme BBVA et Santander dans le quartier Fuencarral.

Vue de la Telefonica sur la Gran Via, Isabelle IMHOF

De nombreux édifices situés le long de la Calle Alcala et du Paseo del Prado se distinguent par leur architecture néo-impériale, héritage de la période franquiste. Une partie de ces bâtiments abrite désormais les services de l'Etat espagnol et de la Région de Madrid, ce qui souligne une continuité fonctionnelle. La dictature franquiste a également eu un impact sur la physionomie du centre-ville : la Calle Alcala et la Gran Via sont bordées d'immeubles dont la hauteur surprend et l'architecture rappelle la superbe des gratte-ciels new-yorkais.

Surplombés de statues d'inspiration guerrière, ces édifices attestent de la volonté de puissance franquiste, retranscrite jusqu'aux toits des buildings. La publicité est aussi très présente dans l'espace public, avec de nombreux panneaux publicitaires animés de grande taille. Cette rupture architecturale avec le reste du centre-ville est particulièrement marquante, elle semble témoigner d'une volonté de s'aligner sur des symboles de puissance étatsunienne.

L'empreinte franquiste sur la ville souligne les enjeux de mémoire associés à la transition démocratique espagnole, provoquée par la mort du dictateur Franco en 1975. Cette transition est marquée par une volonté de compromis et d'apaisement de la part des gouvernements politiques successifs, par exemple avec le vote de la loi d'amnistie, qui a permis aux anciens dignitaires du régime franquiste de continuer à participer à la vie politique démocratique. La transition s'est donc déroulée sans rupture claire avec l'héritage de la dictature : les enjeux mémoriels sont toujours particulièrement présents dans le débat public national. Comme nous avons pu l'observer, ces enjeux imprègnent l'espace public. En effet la réconciliation promue lors de la transition s'est reflétée par l'utilisation continue d'édifices hérités de la période franquiste comme lieux de pouvoir politique. Le retour de la question de la mémoire de la dictature ayant ressurgi dans le débat public, l'existence de monuments ou de noms de lieux liés au franquisme apparaît controversée, ce qui a poussé la mairie de Madrid à re-nommer certaines rues de la ville.

MENU Le Parisien S'ABONNER

Espagne : Madrid change 30 noms de rues rappelant Franco

Le journal (nouvelle fenêtre) > Actualité > Flash Actu

Madrid change les noms de rues liées à Franco

Par Le Figaro.fr avec AFP | Mis à jour le 26/04/2018 à 19:24 / Publié le 26/04/2018 à 19:14

Revue de presse attestant de ce combat mémoriel joué dans l'espace public madrilène

C'est par exemple le cas des rues du Général Millan Astray et du Général Garcia de la Herranz, respectivement renommées "rue Justa Freire", du nom d'une célèbre pédagogue espagnole, et rue de la Coopération. Au total, ce sont près de 50 rues de la capitale espagnole qui doivent connaître ce

changement. La Maire de Madrid, Manuela Carmena, dont le passé d'ancienne juge explique peut être ce combat mémoriel, explique qu'elle applique ainsi une loi de 2007 sur la "mémoire historique" qui vise à retirer de l'espace public les hommages hérités de la dictature franquiste (1939-1975).

L'histoire de l'Espagne trouve une matérialité concrète dans l'agencement spatial de Madrid. Ville capitale, elle abrite les différents lieux du pouvoir espagnol, qu'il soit politique, économique ou culturel. De son passé, la ville ne conserve pourtant pas que de bons souvenirs comme en témoigne le conflit mémoriel toujours présent dans l'espace public madrilène au sujet de la mémoire du franquisme. L'histoire de Madrid se dirige également vers le futur comme l'illustrent les publicités spectaculaires qui se font jour sur les façades de ses plus grandes avenues.

2. Une expansion urbaine incontrôlée au détriment de l'hinterland et des classes populaires

L'histoire de Madrid doit également se lire dans les différentes dynamiques d'aménagement qui ont dessiné ses contours et expliquent l'historique de son peuplement.

La croissance urbaine connue par Madrid se distingue d'abord par son caractère non maîtrisé, avec une absence de planification stratégique à l'échelle de la ville depuis 1997, et sous l'impulsion d'un opportunisme foncier. Il semble pertinent de préciser que Madrid se situe dans une plaine qui couvre une grande partie de la région-capitale. Cet environnement peu contraint topographiquement ouvre donc la voie à une expansion incontrôlée.

Comme évoqué précédemment, Madrid a connu une expansion urbaine vers le nord, avec le déplacement d'activités économiques, matérialisé par l'apparition d'immeubles de bureaux, qui accueillent les sièges de grandes entreprises et de banques. L'accessibilité du foncier a contribué à la multiplication d'opérations immobilières de grande ampleur dans les années 2000 : un exemple marquant est la tentative de créer un quartier d'affaires comparable à La Défense parisienne, avec la construction de quatre tours sur un terrain appartenant au club de football Real Madrid proche du quartier populaire de Fuencarral. Cette construction est un exemple des phénomènes de spéculation foncière observés en périphérie de Madrid, avec une expansion urbaine guidée par un opportunisme financier, mais déconnecté des dynamiques démographiques à l'œuvre. En effet, la visite du quartier d'affaires a souligné un manque de mixité fonctionnelle, les cadres travaillant dans les immeubles de bureaux préférant résider en territoire périurbain. On peut noter que la ville de Madrid tente d'harmoniser cette expansion, en créant des quartiers destinés à accueillir des populations de classe moyenne et aisée. Ces quartiers prennent la forme d'immeubles « tours » ou de résidences privées sécurisées et répondent aux standards d'un public aisé. Ces opérations immobilières visent également à densifier la ville, pour limiter l'étalement urbain à l'œuvre. La lutte contre l'artificialisation des sols est également au cœur des projets urbains, avec une végétalisation de l'espace public.

Immeuble résidentiel en périphérie madrilène, Lila BIGIO

Chantier du projet de piscine olympique, abandonné en cours de réalisation, Séraphin ÉLIE

Si l'expansion urbaine de Madrid a été marquée par la spéculation foncière, l'éclatement de la bulle immobilière lors de la crise de 2008 a laissé des stigmates en périphérie de la ville. De nombreux projets immobiliers ont été suspendus indéfiniment, ce qui a conduit à une multiplication de « ruines de la Bulle », édifices inachevés et désertés aux marges de Madrid.

Des projets comme la Cité judiciaire régionale ont été également abandonnés à la suite de scandales de corruption. Ces projets sont souvent regroupés en complexes de bâtiments destinés à répondre aux enjeux de croissance urbaine madrilène. A l'instar de la Cité judiciaire régionale, on peut pourtant noter que leur implantation géographique semble davantage relever de l'opportunité foncière que d'une réelle demande d'infrastructures urbaines. Lors de la visite « Ruins of the Bubble », nous avons remarqué l'absence de vie des quartiers à proximité des projets immobiliers, qui leur donne une allure de « ville fantôme».

De même, les grands projets d'infrastructures en périphérie sont accompagnés par une expansion du réseau autoroutier, qui doit assurer leur desserte. Les artères de circulation sont ainsi très peu fréquentées.

Cette observation semble refléter l'incapacité de la Ville à prévoir et maîtriser la croissance urbaine, à l'image de l'expansion prévue de l'aéroport de Madrid-Barajas, qui anticipait une augmentation forte de sa fréquentation. Cette prévision étant erronée, les nouveaux bâtiments sont actuellement en sous-capacité. Une des explications de ce phénomène, avancée lors de la visite « Ruins of the Bubble », est celle de la volonté politique de faire de Madrid une ville globale à l'échelle mondiale, d'autant plus influencée par les appétits du secteur du BTP.

Les quartiers Est de la périphérie madrilène accueillent traditionnellement les activités industrielles et un habitat populaire. L'urbanisation d'anciennes friches industrielles s'opère bloc par bloc, avec un habitat uniformisé et dégradé. Malgré une réglementation souple de l'urbanisme et la présence de plusieurs bailleurs sociaux et propriétaires fonciers, le développement urbain observé se démarque par sa standardisation, avec la construction de blocs d'immeubles de dimensions similaires et de façades identiques. Les immeubles de logements sociaux construits voient leurs espaces communs se détériorer face aux coûts d'entretien trop élevés pour leurs habitants. La question des coûts de maintenance a également un impact sur l'offre d'infrastructures publiques, avec par exemple des piscines municipales sous-dimensionnées par rapport à la demande urbaine. Comme dans les quartiers nord, l'éclatement de la bulle immobilière a considérablement renchéri les taux d'intérêt d'accession à la propriété foncière, au détriment des populations peu aisées.

3. D'un modèle traditionnel de logement collectif et familial vers une ville monde ouverte et ségrégée

Au delà de ses dimensions historique et proprement matérielle, Madrid est aussi le produit de ses habitants et de leurs modes spécifiques d'organisation sociale de l'espace. Deux sociologues de l'urbain, Jesus Real et Adrés Walliser, de la faculté de sociologie et de sciences politiques de l'Université Complutense ont présenté aux étudiants dans les murs de l'Université Complutense un portrait précis et documenté des dynamiques socio-spatiales de la capitale espagnole.

Le développement urbain de la ville est ainsi à mettre en rapport avec la nécessité pour la capitale d'affirmer sa légitimité sur le reste du territoire espagnol, territoire montagneux et escarpé, dont l'accessibilité de certains espaces peut-être difficile. Dans ce contexte, le développement des connexions entre les différents bassins métropolitains du pays est de première importance pour le pouvoir central. Six routes nationales structurantes forment un réseau en étoile reliant la capitale madrilène aux autres grandes villes espagnoles d'envergure régionale, et c'est ce réseau qui fonde l'armature urbaine de la ville même.

Une deuxième caractéristique de l'armature urbaine de Madrid est la disparité sociale de ses espaces de peuplement, avec une nette concentration des populations les plus aisées au Nord-Ouest de la ville, à mettre en rapport avec le regroupement des familles ouvrières au Sud-Est. L'indice de dissimilarité et la ségrégation urbaine sont parmi les plus élevés d'Europe selon ces deux chercheurs. Les quartiers du Sud-Est concentrent par ailleurs les populations immigrées, dont la part relative s'est accrue au cours de la décennie des années 2000. Historiquement faible, l'immigration en provenance d'Amérique latine, du Maroc et de l'Europe de l'Est à la suite de l'intégration des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union Européenne en 2004 s'est en effet développée. La part de la population étrangère dans la ville est ainsi passée de 1,2% à 6,4% d'étrangers entre 2001 et 2013, avec de fortes disparités et d'importants déséquilibres spatiaux, certains quartiers pouvant concentrer près de 40% de populations immigrées.

Quartier de logements sociaux du Nord de Madrid – Ballade urbaine avec Jesus Leal, Universidad Complutense, Thibault DEVILLARD

Jeux pour enfants– Ballade urbaine avec Jesus Leal, Universidad Complutense, Thibault DEVILLARD

Les données factuelles de ségrégation des groupes sociau x de la ville doivent cependant être considérées au regard de deux tendances de fond qui affectent la population madrilène. D'une part, l'habitat espagnol est caractérisé plus que nul autre en Europe par sa dimension collective et familiale, avec plusieurs générations d'enfants qui tendent à se regrouper au sein du même immeuble que leurs parents, et des jeunes qui quittent, de manière générale, tardivement le domicile parental. Cet aspect très caractéristique de la société madrilène s'est quelque peu estompé ces dernières années, avec une tendance à la décohabitation des jeunes couples, et un certain réinvestissement des espaces du centre ville comme le fit remarquer Andrès Walliser.

D'autre part, les dernières décennies et l'inclusion renouvelée de la société espagnole au sein du marché européen ont fait entrer la métropole madrilène dans les dynamiques de globalisation partagées avec ses consoeurs européennes. Ces dynamiques se traduisent notamment par la progression du phénomène de gentrification, comme dans des quartiers centraux historiquement populaires tels Chamberi ou Tijuana.

Ces deux dynamiques relèvent d'évolutions sociétales générales, avec la tendance à une individualisation croissante et à la fragilisation des solidarités familiales originelles, à la préférence pour les espaces de centre-ville dans le cadre du déploiement de l'économie de la connaissance, et à la progression des phénomènes de migrations. Elles impactent le paysage urbain madrilène dans ses contours et sa structuration. Elles associent par ailleurs la ville aux évolutions globalisées qui touchent les autres principales métropoles européennes, en modifiant la composition de leur trame urbaine et les implantations des groupes sociaux dans la ville. Ces évolutions globales doivent par la suite être mises en perspective avec les transformations des relations avec la sphère des institutions privées de marché et leurs conséquences, sur lesquelles nous allons maintenant nous concentrer.

Street art madrilène, Ciudad Lineal, Séraphin ÉLIE

* * * *

Madrid est une capitale dont l'histoire mouvementée peut se lire sur les murs de la ville.

Dans sa forme, de manière assez classique, elle est la somme des strates qui ont fait la grandeur espagnole. Elle concentre ainsi les différents pôles qui fondent encore aujourd'hui cette puissance : hauts lieux du patrimoine culturel, institutions politiques, centres financiers, etc. Spécifiquement espagnole, Madrid connaît également un conflit de mémoire qui se lit dans sa chair jusqu'aux noms de rues débaptisés du fait du passé franquiste toujours lisible sur les murs de la ville. Madrid se veut également originale et cherche à rayonner, à demeurer attractive et s'arrimer au futur : c'est ce dont témoigne par exemple la dimension spectaculaire des publicités projetées sur les façades des buildings de ses avenues.

Le passé récent est également fécond pour comprendre les logiques spatiales qui font Madrid. L'histoire de Madrid doit ainsi se lire à travers les récentes dynamiques d'aménagement qui ont redessiné ses contours. A ce titre, le poids historique occupé par le secteur du bâtiment est à souligner, tout comme l'absence de cadre de régulation fermement établi jusqu'à peu. L'intense spéculation immobilière qui s'est faite jour dans les dernières décennies a ainsi produit de nombreux bouleversements, contribuant à reconfigurer les formes de la ville : le développement de la ville a suivi un tropisme au Nord de la capitale, quand l'éclatement de la bulle immobilière suite à la crise de 2008 à contribué à la constitution de ruines urbaines, d'espaces fantomatiques en périphérie de la ville. Lézardée d'autoroutes surdimensionnées, la périphérie madrilène ce que l'histoire récente du capitalisme a su produire de pire, des espaces dénués d'urbanité terriblement modernes.

Enfin, l'histoire de la ville de Madrid doit se lire à l'aune des habitants qui la peuplent, et les éclairages sociologiques apportés par les chercheurs de l'université Computense sont ici encore très féconds. Ils rappellent la tension qui existe entre une ville jusqu'à peu caractérisée par des dynamiques démographiques spécifiques auxquelles succèdent des tendances connues par les différentes métropoles mondiales. A la place particulière de la famille nucléaire dans la société madrilène, la proximité longtemps conservée des enfants à proximité des parents succèdent ainsi de nouvelles vagues d'immigrations qui recomposent le peuplement de l'espace urbain, tout comme la récente gentrification des quartiers centraux historiquement populaires.

II) Le rôle décisif des acteurs privés dans la fabrique de la ville

À cette histoire des formes urbaines madrilènes et de ses habitants, doit maintenant succéder un éclairage particulier sur les acteurs qui ont contribué et contribuent à en dessiner les contours. L'originalité madrilène réside en effet dans une place historiquement forte donnée aux acteurs privés dans la fabrique de la ville, et respectivement, un poids de la puissance publique marginale dans l'agencement et l'organisation des rapports sociaux.

Tout d'abord, l'unité urbaine madrilène est rendue difficile par la collusion historique qui existe entre le secteur de l'aménagement, de la promotion immobilière et la puissance publique.

Visite de Véolia, Victor FIGHIERA

1. Une collusion historique entre promotion immobilière et puissance publique au détriment de l'unité urbaine

En plus du rôle fondamental des dynamiques culturelles, historiques et sociologiques sur lesquelles la cité madrilène est formée, les acteurs privés de la promotion immobilière ont historiquement joué un rôle essentiel pour la fabrique de la ville. Leur place parmi les entreprises les plus influentes du pays va de pair avec un rôle prépondérant dans la construction des espaces publics, et en particulier pour ceux des projets d'extension urbaine.

La crise immobilière de 2008 qui a touché très sévèrement le pays et dont la ville se remet à peine, est révélatrice des limites d'une régulation urbaine trop molle, et du poids accordé au secteur de la construction pour tirer la croissance économique, indépendamment de toute prérogative de développement équilibré et raisonné de l'espace. Les étudiants ont ainsi pu constater directement, lors de la visite « Ruins of the Bubble » spécifiquement consacrée à ces thématiques, l'emprise physique des projets immobiliers démesurés et spéculatifs, menés à leur terme ou inachevés, sur différents espaces d'expansion ou de frange urbaine.

Aussi, spéculant sur une augmentation future des prix et un accroissement de la demande future de logements, plusieurs projets d'expansion ont vu le jour, pour lesquels la régulation publique du schéma de planification urbaine municipal s'est avérée parcellaire. Plusieurs raisons expliquent en premier lieu le phénomène de spéculation immobilière : d'une part des facteurs socio-démographiques de décohabitation des ménages ou de progression des dynamiques migratoires conduisant à la hausse de la demande de logements, et d'autre part une croyance en une expansion soutenue et durable des indicateurs de croissance économique et d'attractivité de l'agglomération. La faiblesse de la régulation publique en termes de planification urbaine, garantissant la pérennité des projets, l'inclusion de ceux-ci dans un programme global de développement de la cité, et le maintien d'un équilibre paysager, est quant à elle liée à d'autres causes relatées à plusieurs re-

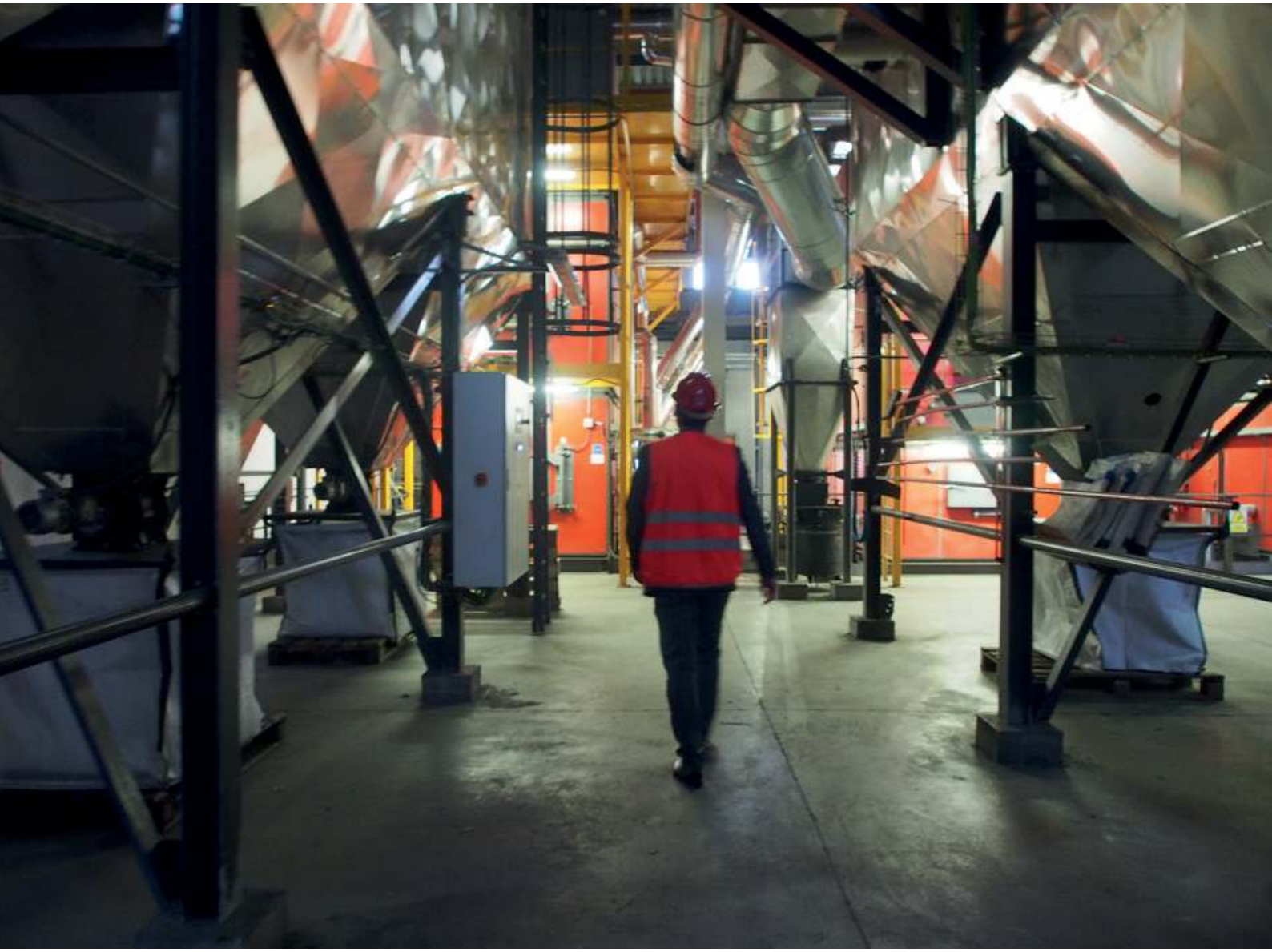
prises aux étudiants. D'une part, elles sont liées à la place historiquement laissée pour la réalisation des espaces publics à de grandes entreprises de promotion immobilière, soutenues en tant que fleurons économiques nationaux, et d'autre part elles tiennent de la faiblesse des moyens d'ingénierie de la municipalité.

La visite Ruins of the Bubble a ainsi permis aux étudiants de découvrir plusieurs chantiers arrêtés et laissés à l'abandon, comme celui d'une piscine olympique prévue pour accueillir les JO de 2008 dans le cadre de la candidature madrilène, dont la réalisation entachée d'affaires de corruption n'a jamais été finie. L'accueil de grands événements internationaux comme les Jeux Olympiques a été de fait saisi à plusieurs reprises comme un puissant facteur de spéculation pour les opérateurs immobiliers privés, parce qu'il suppose de très lourds investissements publics hors du périmètre classique du schéma de planification, et un afflux massif de visiteurs et de capitaux étrangers dans le cas où la candidature de la ville serait retenue.

Le soutien inconditionnel à des institutions concourant très fortement à l'attractivité et au rayonnement de la capitale madrilène comme le club de football du Real Madrid, a aussi laissé apparaître des espaces d'opportunités et de spéculation pour les opérateurs immobiliers. C'est le cas du centre d'affaires en face de l'Hospital La Paz, constitué de 4 gratte-ciels qui fendent l'horizon madrilène. Celui-ci a été bâti sur des terrains d'entraînement du Real Madrid, vendus à la commune au moment où le club connaissait de graves difficultés financières. La hauteur des tours est à la mesure de la dette du club diront certains, avec la nécessité de générer 200 millions d'euros de rente foncière grâce à la cession du terrain pour renflouer ses caisses. Aux limites nord de la ville, un nouveau quartier verra le jour pour accueillir le nouveau complexe d'entraînement sportif du club, marqué là-aussi par la démesure des voies d'accès (une avenue de huit voies pour un quartier très peu dense) et des investissements consentis.

Projet avorté de construction d'un stade nautique olympique – Visite Ruins of the Bubble, Victor FIGHIERA

2. La faiblesse des moyens publics pour reprendre le contrôle de l'espace



Visite de l'entreprise Veolia, Séraphin ÉLIE

Au-delà de la forte collusion entre acteurs privés de l'immobilier et puissance publique, c'est l'ensemble de l'organisation et de la gestion de la capitale espagnole qui semble faire l'objet d'une gestion publique-privée. Une telle proximité entre service public et intérêts privés ne va toutefois pas sans questionnement, interrogeant la qualité-même de la prestation délivrée par exemple. Si la municipalité ne paraît ainsi pas toujours en capacité humaine et financière d'assurer les services délivrés par les acteurs privés, ces derniers hésitent souvent à investir dans le tissu urbain sans y être sollicités. Le caractère flottant et ambigu de cette situation amène donc à réfléchir tant sur les arguments et stratégies employés par les différents acteurs afin de se positionner au sein de l'espace public madrilène que sur leurs limites.

De fait, si Paris dispose de plus 50 000 agents territoriaux au service de son bon fonctionnement, Madrid n'en a « que » 19 000. Le manque de ressources humaines constitue donc comme un premier frein à l'action de la municipalité et crée une fenêtre d'opportunité pour les acteurs privés. A titre d'exemple, IBM développe des dispositifs de smart grids qui permettent aux citadin.e.s de signaler tout problème lié à la propreté de l'espace public et/ou au ramassage des déchets afin de proposer des actions ciblées, et donc des économies de moyens humains pour surmonter la faiblesse des effectifs municipaux. A ce manque de ressources humaines s'ajoute un manque de compétences des agent.es communaux. ales, comme l'a montré la substitution de Véolia à la ville de Madrid sur les questions de précarité énergé-

tique. En effet, l'entreprise ne vend plus d'électricité mais un service de gestion des installations qui promeut les économies d'énergie. Cette notion de service se retrouve également dans la diversité des missions proposées par IBM que ce soit dans le secteur paysager, des mobilités ou des déchets. Ces phénomènes semblent caractéristiques d'une insuffisance des ressources financières de la capitale puisque les acteurs privés sont en mesure de mettre en place des programmes de Recherche et Développement (R&D) afin de tendre vers une certaine efficience, ce qui n'est pas son cas visiblement. Ce recours au privé afin d'assurer des missions de service public paraît en outre s'expliquer par deux processus additionnels.

D'une part, une certaine tradition historique de délégation des services urbains au privé, d'autre part un manque de vision globale de la municipalité qui ne soutient que quelques initiatives locales en dehors des grands groupes. Cette dernière découverte se manifeste ainsi à travers la peur des élues et des élus de ne pas remporter les prochaines élections et, par conséquent, à travers une appréciation court termiste de l'action publique au sein du tissu urbain. On comprend donc bien ici que les acteurs privés se positionnent en tant que facilitateurs qui offrent des services afin de combler les insuffisances de l'action municipale, ce qui les conduit finalement à occuper des fonctions régaliennes. L'entreprise IBM investit ainsi fortement dans la régulation des déchets et des travaux sur voie publique dans le cadre des applications qu'elle met au service de la municipalité et des citadin.e.s madrilènes, exerçant de fait une forme de contrôle des employé.e.s communaux et donc une supervision de l'espace public.

Détails de l'offre «Smarter cities» proposée par IBM, Source : IBM

Toutefois, les acteurs privés montrent souvent une certaine réticence à intervenir de leur plein gré au sein de la capitale espagnole. En effet, pour nombreux d'entre eux, le marché métropolitain est trop restreint ce qui pose la question de la profitabilité de leur intervention. Dans le cas de l'Espagne, une présence au niveau régional voire national semble par conséquent généralement plus pertinente. Plus encore, c'est la peur d'être associé à des scandales de corruption des acteurs publics qui bride leur action. De fait, IBM ne sollicite jamais directement la Mairie de Madrid et attend que cette dernière lui propose de participer à des projets afin de ne pas être accusé de lobbying. Se pose alors la question des processus de sollicitation par la Mairie et des acteurs qui pourraient potentiellement en être écartés car peu connus ou trop petits pour s'imposer face à ces grands groupes.

Enfin, une telle légitimation de la présence des acteurs privés au sein de la ville engendre plusieurs questionnements, notamment en lien avec l'accès aux données et l'utilisation des technologies numériques. De fait, les faiblesses de contrôle des services municipaux laissent un important champ libre à l'action des acteurs privés, spécifiquement en termes de collecte des données personnelles des citadin.e.s madrilènes. Aussi, si les Hubgrades développés par Veolia permettent de piloter et de contrôler intelligemment la performance énergétique et environnementale des bâtiments, ils contribuent également à stocker, analyser et interpréter les données des clients de l'entreprise, ce qui interroge sur les bienfaits et les limites de la gratuité des services en ville. Un phénomène similaire se retrouve chez IBM dans le cadre de l'implémentation de ses smart grids.

Grâce à l'utilité des services qu'ils proposent, les acteurs privés justifient et rendent donc indispensable leur présence au sein du tissu urbain madrilène, ce qui ne va pas sans poser diverses questions et souligne leur peur constante d'être soupçonnés de malversation.

3. Une nouvelle gouvernance pour un modèle économique renouvelé ?

La gestion historique de Madrid par les acteurs privés semble cependant évoluer ces dernières années avec le développement de l'économie sociale et solidaire (ESS), résultat de différents phénomènes. Les structures ESS ont tout d'abord mieux résisté à la crise de 2008 que les autres de par leur faible importance au sein de l'activité économique globale espagnole, ce qui a minimisé les suppressions d'emploi dans le secteur. L'ESS peine toutefois à se solidifier et ne représente aujourd'hui que 5% de l'activité globale. A cette résistance face aux aléas économiques s'est ajoutée une forte promotion du secteur par l'Union Européenne, ce qui a contribué à augmenter son influence et son implantation au sein de la capitale espagnole. Ce nouveau modèle économique a donc progressivement émergé en marge des schémas traditionnels caractéristiques des grands groupes privés. Mais alors, quelles sont les manifestations de ces changements au sein de la ville ? Quelles sont les réflexions engendrées par ces structures d'un nouveau type ? Quelles sont les limites à leurs actions ? Comment la municipalité s'en est-elle emparée ? Et peut-on concevoir ici un retour de l'action municipale par l'incubateur ? Pour répondre au caractère inédit de ces questionnements, la municipalité s'est associée à une démarche de financement de laboratoires citoyens analogues à ceux du secteur de l'ESS : les Mares.

Conférence « Aujourd'hui au Mares : un vélo de plus » - Mares de Movilidad, Séraphin ÉLIE

Détails de l'atelier du jour, Séraphin ÉLIE

De fait, comme l'indique l'acronyme, la Mobilité, l'Alimentation, le Recyclage, l'Énergie et le Soin (MARES) sont les cinq domaines structurant de l'action des Mares, véritables laboratoires citoyens situés à Madrid. Ces structures partenaires de la Mairie sont nées en 2014 d'une initiative citoyenne en réponse à un appel à financement de l'Union Européenne. Lauréat, le projet a reçu une subvention de 5 millions d'euros à laquelle est venue s'ajouter une aide d'un million d'euros de la municipalité madrilène sur une durée de cinq ans, ce qui lui a permis de déployer de multiples actions. Aujourd'hui, les Mares emploient environ 40 équivalents-temps-plein (EPT) et regroupent plus de 300 initiatives.

Leur but est ainsi de compenser de façon plus ou moins implicite le manque de compétences des services communaux, en capitalisant sur les outils adaptés dont disposent ces derniers (ex : taxes), et donc de venir compléter l'action publique municipale. A titre d'exemple, le Mares spécialisé sur la thématique de l'énergie s'attèle actuellement aux questions de précarité énergétique et d'énergies renouvelables en plaçant les citoyen.e.s au cœur des réflexions et dispositifs envisagés. La stratégie employée par les Mares s'établit par conséquent à l'intersection entre besoins et opportunités locales et favorise la création d'espaces de rencontre, d'aide et de développement

des savoirs et des pratiques, principes structurants de l'ESS tant sur le plan de la gouvernance que de la mise en réseau des usager.e.s et de la faible recherche de profitabilité. L'action des Mares permet en outre de doter la Mairie d'instruments supplémentaires. Le cas du Mares de l'Énergie semble ici aussi pertinent puisque les actions menées par la structure s'organisent autour de deux grands axes : la sensibilisation des populations locales aux enjeux énergétiques et l'incubation de projets ESS en faveur des énergies renouvelables et de la lutte contre la précarité énergétique. Le premier volet de cette stratégie s'est ainsi concrétisé grâce à la tenue de la première Académie Citoyenne de l'Énergie, centrée sur des techniques et principes d'éducation populaire en lien avec les instruments et les acteurs de l'énergie, qui a prodigué des conseils et favorisé les échanges en matière d'efficacité énergétique. Le second volet se traduit par l'accueil de seize entreprises de l'ESS impliquées dans le secteur de l'Énergie au sein des locaux du Mares, qui met à leur disposition des espaces de co-working et des programmes d'aide et d'accompagnement.

Séance de travail - Mares de Energia, Marion VALENTIN

Les Mares bénéficient en outre d'un contact privilégié avec les institutions municipales, ce qui leur permet d'initier des actions de lobbying afin de mener à bien leurs activités et d'influencer les décisions politiques. Un véritable réseau d'influence commence donc à se structurer à l'échelle locale tout en disposant d'un relai à Bruxelles. Cette démarche rejoint celle qui a contribué à l'adaptation de la politique nationale de promotion du vélo à l'échelle métropolitaine en mettant en lien des start-ups et la Mairie de Madrid. De fait, jusqu'à la mobilisation de ces acteurs privés inhabituels, la municipalité avait uniquement envisagé le vélo sous le prisme du déplacement personnel et non sous la forme d'un outil de travail (coursiers à vélo, ubérisation et précarisation de la main d'œuvre). Ces nouveaux partenariats entre institutions publiques, société civile et acteurs privés favorisent ainsi la prise de décisions rapides et efficaces et donc des évolutions visibles à court et moyen termes au sein de l'espace public, ce qui représente un atout afin de peser dans les négociations et d'élargir les réflexions à des secteurs toujours plus transverses.

L'action des Mares n'est cependant pas exempte de limites à l'instar du secteur de l'ESS. Outre le fait que certains domaines de pouvoir leur restent inaccessibles, ces structures manquent de temps afin de traiter l'ensemble des thématiques auxquelles sont confrontés les Madrilènes, et ne sont par ailleurs pas préparées à disposer de budgets conséquents. Cela engendre certaines difficultés en matière de gestion de fonds publics. Dans la même lignée, les Mares souffrent d'un manque de visibilité et de confiance de la part de la sphère économique dans laquelle elles s'insèrent, les autres acteurs se révélant frileux quand il s'agit d'investir dans un modèle récent et dont les impacts restent encore à amplifier et à médiatiser. Enfin, la pérennité du projet en tant que tel est au cœur des réflexions puisque les financements de l'Union Européenne ne sont pas reconductibles à l'issue de la période de cinq ans, ce qui coïncidera avec de nouvelles élections municipales qu'Ahora Madrid (parti politique actuellement au pouvoir) n'est pas certain de remporter. L'avenir des Mares repose donc sur la volonté politique de la prochaine municipalité de réinvestir dans ce projet. Selon nos interlocuteurs, si un parti de droite est élu, il y a peu de chances que le programme perdure m ais il n'est pas sûr non plus que les Mares survivent à une réélection d'Ahora Madrid car celle-ci se fera probablement à une très faible majorité, ce qui diminuera d'autant plus la marge de manœuvre et le pouvoir de décision de la nouvelle équipe communale. Le financement d'une nouvelle forme économique, centrée sur la citoyenne et le citoyen, semble permettre à la municipalité de reprendre place au sein de la fabrique économique de la métropole et de bénéficier de ressources humaines supplémentaires qui viennent compléter et solidifier son action à divers égards. Au-delà de leur impact socio-économique, ces initiatives citoyennes questionnent donc les façons traditionnelles de penser, gérer et faire la ville.

* * * *

Il y a en effet lieu ici de se demander, en considérant l'évolution de l'implication des structures privées dans la fabrique urbaine au gré de l'histoire contemporaine des transformations économiques et numériques, quel lien peut être opéré entre le développement de ces initiatives et les évolutions politiques municipales. Le développement des structures de participation et de coproduction citoyenne de l'action publique municipale ne serait-il pas l'incarnation des recompositions des formes de l'implication privée dans la construction urbaine ? Dans quelle mesure le développement de nouveaux outils de gouvernance par le pouvoir municipal est-il un marqueur des transformations économiques évoquées ?

La troisième partie de ce rapport, consacrée aux nouveaux modes d'action municipaux, est évocatrice du prolongement de ces recompositions économiques et de l'évolution des attentes politiques qui leur sont liées, dans les transformations des outils de gouvernance employés par l'exécutif municipal en place.

III) Une recomposition des méthodes de gouvernance à Madrid

1. Le pouvoir citoyen comme réaction aux échecs politiques et économiques de la dernière décennie

Fortement marquée par l'héritage de la dictature franquiste ainsi que de la crise économique de 2008, la municipalité madrilène tente de se forger un nouveau modèle politique dans lequel les citoyens seraient partie prenante. Les discours des acteurs recueillis lors de ce séjour démontrent une volonté des pouvoirs publics municipaux madrilènes de se présenter comme innovants dans leur façon de repenser l'action publique. Le parti politique espagnol Ahora Madrid, associé à Podemos, repose sur une idéologie prônant la démocratie participative. Sur le même modèle que Barcelona en comú (dirigé par Ada Colau - l'actuelle mairesse de Barcelone), Ahora Madrid se présente comme un parti rassemblant des citoyens issus de la société civile. Cette base idéologique et cette affirmation d'une légitimité politique nouvelle face aux partis politiques classiques expliquent les choix politiques retenus en matière d'action publique. D'autant plus que l'arrivée au pouvoir d'Ahora Madrid marque une véritable rupture avec les mandatures de membres du Partido Popular qui auront dirigé la municipalité pendant près de 24 ans.

Logo du mouvement «Ahora Madrid» porté par Manuela Carmena, Wikipédia, image libre de droit

La crise économique de 2008 est venue accentuer la distorsion entre l'élite politique et les citoyens. De nombreuses critiques ont été formulées à l'encontre du pouvoir politique en Espagne en raison d'un manque de transparence et de nombreux scandales de corruption. La question de la participation citoyenne s'est donc imposée comme l'une des solutions pouvant apporter des réponses aux écueils et déficits démocratiques mais également comme un moyen de trouver des réponses à la crise économique.

Images des manifestatons populaires des «Indignés» sur la Puerta del Sol , 2011, Wikipédia, images libre de droit

Présentation de la politique de transparence menée par la mairie de Madrid, municipalité de Madrid, Victor FIGHIERA

2. Les nouveaux outils de participation pour réinventer la démocratie…

Le « radicalisme démocratique » comme il nous a été présenté par les services municipaux s'appuient sur différents outils pensés pour une participation en présentiel ou immatérielle. Les forums locaux (foros locales) sont des instances organisées à l'échelle des districts dans lesquels les citoyens sont invités à participer aux propositions d'aménagement. La plateforme digitale Decide Madrid, rassemblant plus de 400 000 inscrits, recense l'ensemble de débats, propositions et budgets alloués aux projets et initiatives des citoyens. L'atteinte d'un seuil de soutiens fixé à 2% de la population municipale permet de déclencher un référendum d'initiative citoyenne. La plateforme accueille également le budget participatif. Celui-ci a permis, entre 2016 et 2018, la concrétisation de 845 projets pour un montant d'investissement de près de 260 millions d'euros.

L'existence de cette plateforme citoyenne met en exergue la volonté d'utiliser le numérique comme un moyen de rassembler l'élite politique des citoyens ou de diffuser savoir et connaissance au plus grand nombre. C'est par exemple le cas du développement de logiciels libres de droits au sein des Mares qui permettent ainsi aux citadins de s'approprier les outils et techniques et de construire des objets adaptés aux usages toujours à venir : c'est le cas d'une prothèse de main, dont la licence ouverte permet un coût dérisoire par rapport aux prix du marché et offre la possibilité aux personnes désireuses d'adapter l'objet aux évolutions technologiques à venir.

Néanmoins, cette prise de position politique autour du numérique semble risquée face à l'enjeu de la fracture numérique. La capitale espagnole est fortement marquée par le vieillissement de la popu-

lation puisque près de 20% de la population est âgée de plus de 60 ans. L'accès au numérique est également conditionné aux ressources des ménages – dont une partie demeurent fortement exposées aux conséquences de la crise économique. Face à cet enjeu de fracture numérique, les pouvoirs publics municipaux prévoient une participation répondant aux schémas plus « classiques », soit la participation en présentiel. Néanmoins, la réflexion autour du numérique demeure intéressante notamment sur les questions d'inégalités de genre ou de mobilité.

La mairie a également engagé une politique de transparence, s'inscrivant dans cette même volonté de repenser un mode de gouvernance plus inclusif et participatif. Cette politique débute dès 2015, année de l'élection d'Ahora Madrid, avec la création d'un département dévoué à la transparence, au gouvernement ouvert et à la participation citoyenne. Ce projet vise à publiciser l'ensemble des actions de la municipalité notamment via la publication de données, l'accès aux CV et emplois du temps des conseillers municipaux ainsi que l'enregistrement des lobbys sur un catalogue rendu public.

Ces démarches volontaristes pour une refonte de l'action publique mettent en lumière l'implication des pouvoirs municipaux. Néanmoins, plusieurs questions et enjeux méritent d'être soulevés suite à ce constat. Premièrement, la participation citoyenne ne pourrait se prémunir de sens caché. Les efforts fournis permettent-ils l'implication d'habitants les plus éloignés des processus décisionnels ? Ensuite, la question de la pérennité de ces actions semble évidente. A celle-ci, notre séjour a pu révéler plusieurs réponses : en construisant une « conscience de la concertation » la municipalité aurait inscrit un précédent de participation citoyenne sur lequel les successeurs auraient du mal à revenir. En ce qui concerne la politique de transparence, celle-ci serait définie comme acquise au vu de son inscription dans la législation. Enfin, un enjeu demeure quant au dépassement d'une participation ponctuelle, encadrée notamment via le budget participatif, pour parvenir à une transformation profonde du système politique telle que prônée par la municipalité lors de notre rencontre.

3. La ciudad que cuida : de la building city à la caring city

Aujourd'hui, l'esquisse de la gouvernance madrilène témoigne de l'installation de nouveaux instruments d'action publique qui visent à réinstaller les citoyens au cœur du processus décisionnel. Cette recomposition des méthodes de décision, où les individus semblent être plus étroitement invités à participer, dessine aussi l'avènement de nouveaux contenus de politiques publiques. Face à la crise, le changement semble ainsi dépasser la stricte refonte des modes de décision et l'action publique madrilène renouvelle également en profondeur ses contenus. Ainsi, on parle aujourd'hui à Madrid d'une « ciudad de los cuidados », d'une « ciudad que cuida » (i.e : "une ville qui prend soin"). Il incombe de brosser les contenus de ce leitmotiv – transposé en un Plan porté par la municipalité en 2015 –, d'en dégager les justifications et également de mesurer les limites de tels discours.

« Madrid, ville du prendre soin », visuel 2018 de la Mairie de Madrid

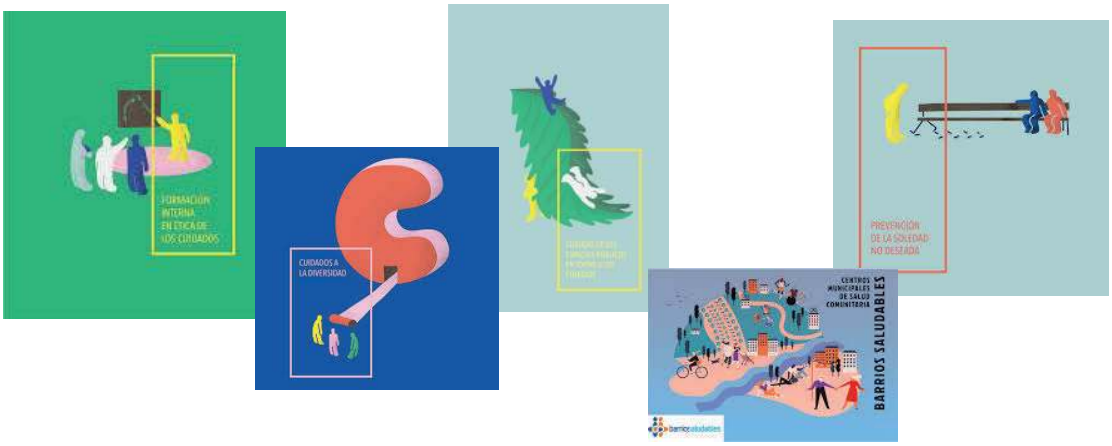
Le plan « Madrid, Ciudad de los Cuidados » est un plan transversal qui vise à faire de Madrid un « lieu plus humain, solidaire et habitable ». Dans un contexte de vulnérabilité généralisé, et au lendemain d'une crise qui a conduit à une critique radicale des modes de décisions qui existaient jusqu'à lors (corruption, absence de transparence), la ville, lieu de la concentration des opportunités et des nuisances (pollution, congestion) se fait ainsi le lieu d'invention de nouvelles politiques publiques centrées autour de l'objectif du « bien-être habitant ». Cette « ville du soin » vise à endiguer l'anomie du monde social et l'individualisme en promouvant des approches plus solidaires (lutte contre le chômage et l'exclusion, accès aux services publics, à la culture, rééquilibrage territorial), à lutter contre les risques environnementaux qui pèsent sur les villes denses, à assurer une meilleure représentativité citoyenne via des outils de participation numérique, etc. A travers ce plan, la ville se donne pour objectif de protéger l'espace que les citadins ont en partage mais aussi d'administrer avec soin en donnant une importance toute particulière à la vie quotidienne des habitants. L'espace public devient ainsi un levier essentiel de valorisation pour la

municipalité : il s'agit ainsi d'apaiser la ville en favorisant les mobilités piétonnes et cyclables, de lutter contre la voiture individuelle, responsable de pollution, de se doter de davantage d'espaces verts et récréatifs qui puissent inclure toutes et tous les citoyens.

«Madrid central», zone à faibles émissions au coeur de Madrid

Séduisant dans son ambition de transversalité et dans sa volonté de gouverner au plus près des administrés et de leurs besoins, on peut néanmoins questionner la capacité qu'a la Ville de Madrid à remplir ses objectifs et la réelle inflexion que représente ce plan. D'abord, il s'agit de se demander à qui s'adresse réellement ce plan et cette volonté du prendre soin. L'essentiel des politiques adoptées semblent en effet se concentrer dans l'hyper-centre madrilène : piétonnisation de la Gran Via, création d'espaces verts et de parcs urbains, aménagement des rives du fleuve… Ces actions questionnent de fait l'accessibilité de la capitale aux populations vivant en périphérie de la ville, et qui sont souvent les plus précarisées, notamment au sud-est de l'agglomération. Ainsi dans son ambition de piétonnisation, Madrid interdit l'accès du centre ville aux véhicules les plus polluants, suivant ainsi l'exemple d'autres métropoles européennes (Paris, Londres, Berlin, etc.) qui cherchent à se prémunir des risques environnementaux liées aux émissions de gaz à effet de serre et de particules fines. La Zone à trafic limitée établie à Madrid interroge ainsi l'accès des populations les plus précaires au centre ville : ces dernières, reléguées aux périphéries de la ville du fait d'une gentrification croissante, peuvent se retrouver dépendantes de leur voiture pour accéder à la ville et peiner à établir leur conversion vers des mobilités décarbonnées. Le prendre soin ne fait il pas ainsi advenir un droit au centre-ville qui se substituerait de fait au droit à la ville?

Illustrations du plan «Madrid ville du prendre soin», Madridsalud.es



* * * *

De même, l'écosystème institutionnel madrilène autorise-t-il réellement le renouveau global appelé de ses vœux par un tel plan qui fait de la transversalité un leitmotiv.? La transversalité triomphe-t-elle des résistances et des héritages toujours en présence au sein de la municipalité : cultures professionnelles, partages de compétences, etc ? On peut en douter lorsque l'on voit que la gestion des services urbains est encore aujourd'hui assurée largement par des acteurs privés. Cette ville du soin ne signifie-t-elle pas finalement la réalisation d'actions cosmétiques qui, bien qu'essentielles, ne permettent pas d'infléchir la tendance générale qui opère au sein d'une ville monde comme Madrid ? Parallèlement que signifie la responsabilisation croissante des citadins qui sont invités à prendre soin des espaces publics, à participer plus activement aux processus décisionnels ? Tous ont-ils un égal accès à ces dispositifs ? Il s'agirait à ce titre de questionner ici le cas de la fracture numérique et les inégalités d'accès au processus décisionnel : comment s'assurer que ces forums locaux ne soient pas noyautés par une minorité d'individus? La place croissante donnée au privé et aux particuliers ne traduit-elle pas finalement une contrainte budgétaire croissante qui pèse sur la puissance publique, qui se faisant devient stricte pilote de l'action sans capacité d'infléchir radicalement les tendances urbaines en présence (renchérissement du foncier, gentrification, etc.) ?

IV) Madrid ville capitale

1. Le municipalisme face au poids du pouvoir national

Madrid, certes ville capitale, est avant tout imbriquée dans les différents échelons de gouvernance nationaux et européens. L'Espagne, Etat autonomique quasi fédéral, est composée de 17 communautés autonomes. La communauté de Madrid regroupe 179 communes dont la capitale qui jouit d'un statut particulier : « La ville de Madrid, capitale de l'État et siège de ses institutions, aura un régime particulier, défini par une loi votée par les Cortes : cette loi déterminera les rapports entre les institutions de l'État, de la communauté autonome et de la commune, dans l'exercice de leurs compétences respectives. ». Avec ses 4,5 millions d'habitants, l'agglomération madrilène regroupe à elle seule les trois quarts de la population de la communauté. Ce poids démographique est un garant de légitimité et un appui face à une communauté autonome exerçant des compétences dans de nombreuses matières. En effet, en Espagne il existe peu de compétences régaliennes, l'essentiel étant dévolu aux Communautés autonomes, en particulier ce qui concerne l'aménagement du territoire, les questions sociales et la gestion des ressources.

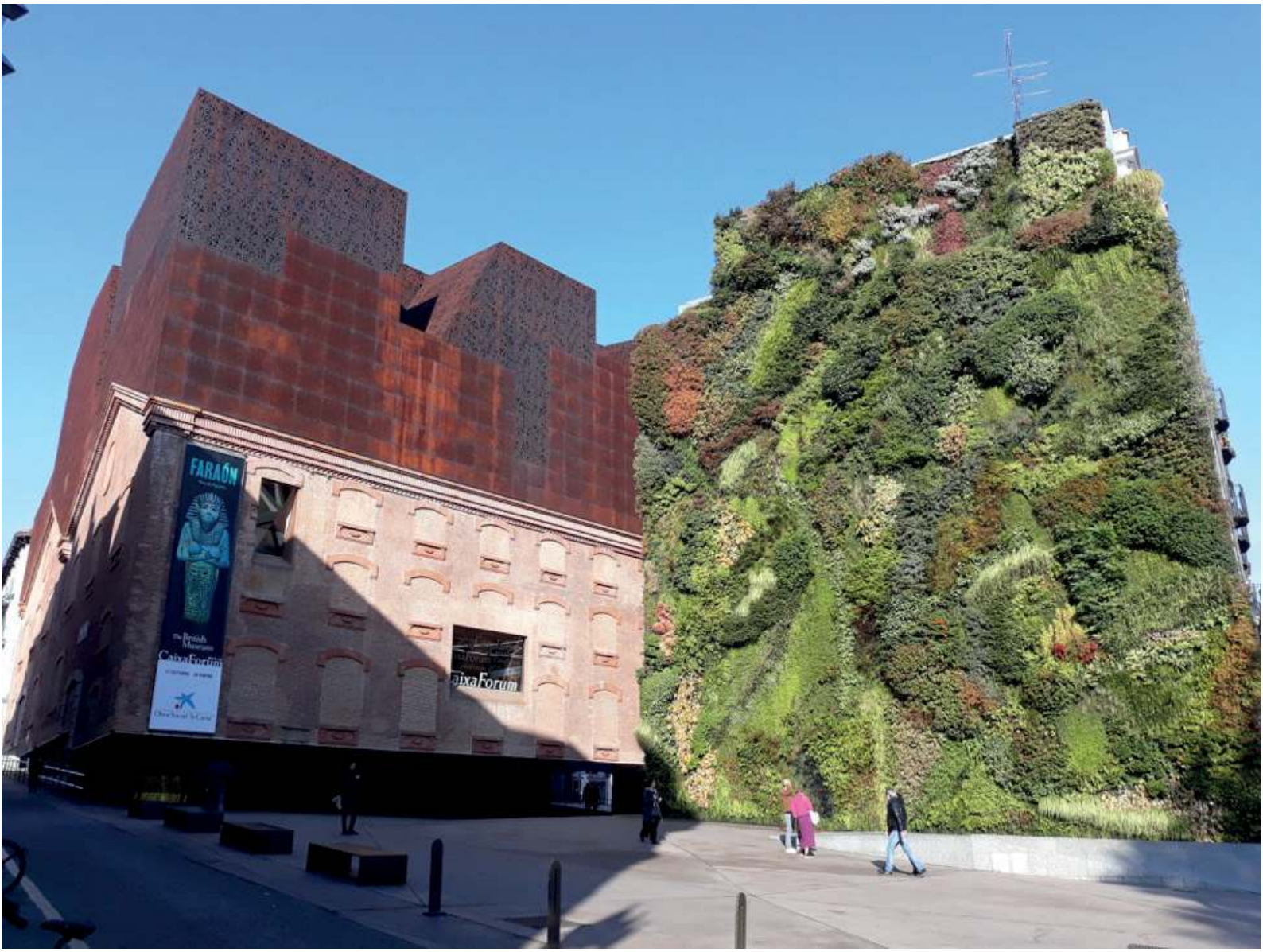
A travers nos différentes visites, l'aménagement du territoire nous est apparu comme un cas d'école pour démontrer la complexité des rapports entre échelons territoriaux et leur implication sur la fabrique de la ville et la gouvernance urbaine. Politique publique façonnant les espaces et de fait les modes et manières d'y vivre, elle semble être à la main de la communauté autonome. Pourtant, difficile d'expliquer aux millions d'habitants de la capitale que les fonctions des espaces de leur ville ne sont pas déterminées par le pouvoir municipal élu. Le cas du Masterplan de la ville est symptomatique de cette difficile articulation des compétences. Voté avant l'arrivée de Manuela Carmena, il cristallise les tensions entre les deux échelons. Outil de l'urbanisme réglementaire, le plan définit le partage des fonctions des espaces à travers un zonage qui s'impose finalement à la municipalité madrilène. Bien que celle-ci souhaite le modifier, la communauté qui valide le plan y est formellement opposée et bloque toute possibilité de réforme. On voit ici éclater au grand jour une des limites du pouvoir de la municipalité qui n'arrive pas à peser sur la définition du zonage façonnant le développement urbain.

La partie est bel et bien perdue d'avance sur le terrain de l'urbanisme réglementaire et de la planification stratégique pour la municipalité, ce qui pousse cette dernière à se détourner des luttes institutionnelles vers des champs de politiques publiques encore peu investis. Travail sur les lobbys, développement d'une politique de la transparence, efforts sur la participation citoyenne, tels sont les leviers qui permettent à la municipalité de se démarquer et de se légitimer auprès des électeurs.

Pour exister face à la communauté autonome qui garde de nombreuses compétences, notamment en matière d'aménagement du territoire, la municipalité se saisit de nouveaux objets transversaux et innovants (transparence, participation citoyenne) qui viennent fonder son pouvoir d'influence à l'échelle des grandes villes européennes.

Découpage communal – Communauté autonome de Madrid

2. Une ville monde exemplaire



CaixaForum Madrid – Centre culturel de la banque « Caixa » verdi, Charlotte VIDAL

Après les déboires de la crise de 2008 qui ont terni son image internationale, la nouvelle municipalité semble se positionner, au travers de projets phares, comme une ville innovante et en recherche de légitimation politique. Le cas du projet Madrid Rio visant à enfouir à l'ouest de la ville l'autoroute qui passait le long du Rio Manzanares est emblématique. La Mairie semble aussi mettre l'accent sur les problématiques environnementales, comme en témoigne le travail avec les foros locales sur l'identification des axes urbains à végétaliser, les itinerarios habitables. Des couloirs urbains piétons, ou avec une moindre présence de la voiture et végétalisés, sont aménagés afin de relier des quartiers ou aménités urbaines (parcs) entre eux. Dans ce cadre, des ateliers de concertation ont été organisés avec les instances de quartier pour que les habitants puissent émettre des propositions à partir de cartes vierges. Madrid s'érige donc en métropole post-kyoto en mettant en avant des projets durables et innovants. La caractérisation « post kyoto » indique un changement de paradigme dans le développement des grandes villes vers des modèles plus respectueux de l'environnement et long-terme. Elle forme aussi un nouveau champ de concurrence sur lequel les grandes villes rivalisent pour avoir le développement le plus vert, les projets les plus durables, etc, et Madrid s'est déjà bien positionnée à cet égard. En 2016, elle s'était d'ailleurs vu décerner le titre de ville la plus verte d'Espagne par l'Observatoire du Développement Durable, et elle n'a cessé depuis d'affirmer sa détermination à entamer une révolution verte. Ce positionnement pèse dans le jeu des villes globales post-kyoto et lui permet d'asseoir sa légitimité à l'échelle internationale.

Ses efforts sur la transparence et la participation citoyenne sont aussi des faire-valoir lui permettant d'affirmer son influence sur les autres grandes villes. Madrid veut se présenter en tant que ville leader sur ces questions, comme en témoigne la remise du prix de l'ONU pour l'inclusivité en 2017 ou encore sa volonté de diffuser son logiciel de transparence de la vie publique. En effet, la politique de transparence de Madrid s'accompagne d'une politique de Software en Open Source, réutilisables gratuitement. Aujourd'hui, le logiciel de participation est utilisé dans plus de 100 gouvernements à travers le monde, permettant de pallier la dépendance technologique des collectivités aux firmes privées et de résoudre les problèmes d'agilité de ces dernières pour établir des marchés d'appel d'offre.

Ces bonnes pratiques, Madrid peut en faire une monnaie d'échange au sein des groupes de villes auxquels elle participe, à commencer par le réseau C40 (Cities Climate Leadership Group). La circulation de modèles joue un rôle prédominant dans la manière dont les villes se développent, s'influencent mutuellement et s'affirment les unes sur les autres.

Le réseau de villes C40

Mais en misant sur la participation ou la transparence, la municipalité de Madrid risque d'être rattrapée par le fossé naissant entre les discours et la réalité. Bien qu'elle se targue de mettre un point d'honneur sur le bien-être de ses habitants, la ville fait toujours face aux problèmes grandissants de touristification, gentrification et ségrégation sociale, concomitant de son regain d'attractivité à l'échelle internationale. La critique de l'effet vitrine de ses politiques publiques plane sur Madrid comme une épée de Damoclès qui pourrait être un terreau fertile de contestation pour les habitants des périphéries laissées pour compte.

L'affirmation des politiques de transparence, d'open data et d'innovation sociale lui permet donc de gagner sa légitimité de capitale européenne, tout en reléguant les problèmes des habitants au second plan, ce qui contribue à affaiblir sa légitimité locale. La municipalité de Madrid a déjà fait des déçus dans la mise en œuvre de sa politique, qui ne s'est finalement pas avérée très éloignée des gouvernements précédents. Ainsi les ressorts qui fondent sa légitimité à l'échelle européenne ne semblent pas correspondre à ceux nécessaires pour satisfaire les habitants. Pourtant, ce sont bien eux qui voteront et éliront leur nouveau maire le 26 mai prochain…

CONCLUSION

Au terme de ce voyage d'étude, cette visite de Madrid a permis aux étudiants d'appréhender la complexité d'une capitale européenne en profonde recomposition au lendemain d'une crise sans précédents qui frappa tout particulièrement l'Espagne en 2008. La présente étude s'est déroulée en quatre temps.

D'abord, l'étude des mutations socio-spatiales madrilènes a permis d'identifier les profonds bouleversements qui s'y font toujours jour. Ville capitale, Madrid est marquée par les différentes strates temporelles qui ont fait l'histoire de l'Espagne : le coeur de la ville abrite ainsi les lieux de pouvoir des régimes successifs, les édifices culturels et les grandes institutions économiques. C'est aussi une histoire parfois controversée qui peut se lire dans l'espace urbain, comme en témoignent les combats qui portent sur la permanence d'une mémoire franquiste dans les rues madrilènes. La capitale semble aussi traversée par des dynamiques contraires qui font de la ville un espace composite : au centre ville de plus en plus gentrifié s'opposent ainsi des périphéries diverse, qui alternent entre gated-communities et des espaces dévitalisés toujours marqués par la violence de l'éclatement de la bulle immobilière des années 2000.

Au delà de ces dynamiques spatiales, la présente étude a permis d'observer la place historiquement forte des acteurs privés dans la fabrique de la ville. En dépit de la crise de 2008 qui a mis au goût du jour la collusion qui existait entre le secteur immobilier et certaines élites politiques, la gestion des services urbains est encore aujourd'hui largement réalisée par des grands groupes internationaux, ce qui questionne en miroir la marge de manoeuvre laissée à la municipalité. Face à ce constat, la municipalité madrilène s'est employée à associer plus étroitement les citoyens au sein d'instance de décision qui font de la participation un leitmotiv. Ces structures associées à la marge et qui souffrent parfois d'un manque de moyens et de visibilité peinent pourtant à dépasser la logique d'affichage et de vitrine d'une gouvernance renouvelée.

L'étude des outils et instruments de la nouvelle gouvernance madrilène est également éclairante. En effet, le budget participatif, la politique de transparence, l'accent mis sur le numérique sont autant d'axes qui constituent la politique d'inclusion établie par la municipalité madrilène de gauche depuis 2015. Visant à gommer la frontière qui existait depuis lors entre une élite politique issue de partis traditionnels décriés et des citoyens éloignés du pouvoir, ces nouveaux instruments font de Madrid une capitale exemplaire en la matière. Néanmoins, ces dispositifs souffrent également de limites notables comme la question de la fracture numérique peut l'attester. De même, la question d'une transformation radicale des contenus d'une action publique qui prônerait un "soin des urbains" se heurte à des logiques structurelles qui se font toujours jour à Madrid. Essentiellement concentrées au centre de la capitale, les politiques municipales contribuent parfois à la fermeture de la ville sur elle-même, empêchant ainsi les classes populaires les plus précarisées à accéder au centre ville. La gentrification ou l'artificialisation des sols sont encore malheureusement toujours à l'oeuvre à Madrid.

L'étude s'est finalement intéressée à l'observation de Madrid comme une ville capitale et ouverte à l'international. Du fait du partage des compétences et du poids des pouvoirs nationaux et provinciaux, la gouvernance de la ville est rendue complexe et Madrid demeure avant tout une ville capitale. La municipalité peine ainsi à produire une capacité réelle de transformation, comme en atteste le cas des documents d'urbanisme réglementaires auxquels la municipalité doit se conformer. Enfin, l'enjeu de démocratie locale dont s'est emparée la municipalité semble finalement demeurer essentiellement un objet de valorisation et de communication qui permet à la capitale espagnole de rayonner à l'international.

Les récentes élections municipales semblent finalement attester de l'échec du pari fait par la gauche radicale arrivée au pouvoir à Madrid en 2015. À l'issue de cette élection, si la liste de Manuela Carmena arrive en tête, le bloc de gauche perd lui la majorité absolue qu'il avait obtenue en 2015. C'est finalement le bloc de droite qui remporte l'élection. L'alliance réalisée entre le Parti populaire (PP), Ciudadanos parti de centre droit et Vox - qui fait son entrée au conseil municipal - assure ainsi la victoire à la droite signe l'arrivée d'un nouveau maire à la tête de Madrid, José Luis Navasqüés. Ayant promis de réenchanter la politique, en octroyant une place renouvelée aux citoyens, la gauche se heurte ainsi à une déconfiture électorale. Cet échec ne signe-t-il pas plus largement l'échec de la capitale espagnole à retrouver sa légitimité locale ? Ou fallait-il voir uniquement cette quête de légitimité locale comme un moyen pour Madrid de rayonner comme capitale sur le plan international ?

Programme des visites

Tuesday, 13th November 2018

Morning

All the group (77 students) - Hour to be confirmed
Understanding Madrid Metropolitan governance
Speaker: Prof. Dra. Carmen Navarro, Departamento de Ciencia Política, Universidad Autónoma de Madrid

Location: TBC

Afternoon

All the group (77 students) - 15:30-18:00
The municipal "Government Area of Citizen Participation, Transparency and Open Government" agenda and the Citizen participation project (decide.madrid.es) (Presentations in French, Spanish and English)
Speakers:
Vicky Anderica Manager of transparency project of the City Council
Joaquín Meseguer Deputy General Director of Transparency

Location: Madrid Municipal buildings - Calle Alcalá, 45, second floor

All the groupe (77 students) - 18:00-18:30
Debriefing

Wednesday, 14th November 2018

Morning

Group 1 (25 students) - 11:00-12:30 (Hour TBC)

Fostering new economies in urban development: the case of mobilities (Mexico and Madrid compared).

Speaker: Javier Esquillor, Member of "VIC – Incubator of Civic Initiatives"

Location: Medialab Madrid - Calle de la Alameda, 15, 28014 Madrid

Group 2 (25 students) - 10:30-11:30
Visit Medialab
Location: Calle de la Alameda, 15, 28014 Madrid

Group 3 (25 students) - 12:00-13:00

Visit Matadero Madrid
Location: Paseo de la Chopera, 10, 28045 Madrid
****
Urban walks (in autonomy)
Manzanares Linear Park (Metro 3 - Hospital 12 de Octubre)
The linear city of Arturo Soria (Metro 4 - Arturo Soria or Metro 5- Ciudad Lineal)

Creative places around Atocha station (Metro 3 or 5 - Embajadores)
****

Afternoon

All the group (77 students) - 16:00-18:30
Meeting at the Complutense University - This meeting will be an opportunity to hear different presentations developed at the Political Science and Sociology Faculty regarding social vulnerability and segregation (See the VUPACI project - Vulnerabilidad, Participación e Cidadania)

Organizer: Jesús Leal, Catedrático emérito de Sociología, Facultad de Ciencias Políticas y Sociología, Universidad Complutense de Madrid

Speakers:

Location: Faculdad de Sociologia y Ciencia Política, Universidad Complutense, Campus de Somosaguas. Metro Moncloa, Bus A Plaza de la Moncloa - Direction and stop: Somosaguas.

All the groupe (77 students) - 18:30-19:00
Debriefing

Thursday, 15th November 2018

Morning

Group 1 (23 students) - 10:00-12:00 - Departure from the hotel at 08:00
Heating Madrid: Veolia Energy in Spain
Veolia Spain presentation (corporate, activities and references)
Móstoles District Heating presentation and visit of the facility

Speakers: Fernando Lopez Zamora, Director de Propuestas & Raúl Sánchez, Operations Manager in Madrid Area, Veolia España.

Location: Calle Juan de la Cierva, 27, 28936 Móstoles

Group 2 (54 students) - 10:00-11:30
Presentation of the Madrid Recupera project (Municipal urban strategy)

Speakers: José Manuel García Mulas, Arquitecto Técnic, Departamento de Difusión y Cooperación Institucional, Dirección General de Planificación Estratégica, Área de Gobierno de Desarrollo Urbano Sostenible.

Location: Alcala Street 45, Second floor

Afternoon

Group 1 (24 students) - 16:00-18:00
Mar de Mobilidad, Vallecas
Location: Plaza Sierra Ministra, 3 - 28053 Madrid (Metro Nueva Numancia, Linea 1 Direction Valdecarros)

Group 2 (18 students) - 15:30-18:30
Urban visit- (Complutense University- Social housing in the South part of Madrid - speaker and location

TBC)
Organizer: Jesús Leal, Catedrático emérito de Sociología, Facultad de Ciencias Políticas y Sociología, Universidad Complutense de Madrid

Group 3 (18 students) - 15:30-18:30
Urban visit (Complutense University- Public spaces in the city centre - speaker and location TBC)
Organizer: Jesús Leal, Catedrático emérito de Sociología, Facultad de Ciencias Políticas y Sociología, Universidad Complutense de Madrid

Group 4 (11 students) - 16:00-17:30
Madrid Inteligente (MINT): the IBM project for monitoring the municipal environmental policies
Speaker:
Location: Santa Hortensia 26-28 28002 Madrid

Friday, 16th November 2018

Group 1 (19 students) - 10:00-12:00
Mar de Energía, Centro
Location: Calle Toledo, 108 - 28005 Madrid
Group 2 (54 students) - 12:00-15:30 (hour TBC)
"Ruins from the Bubble": City trip through the emblematic places built during the real estate bubble and their evolution after the 2008 crisis (Bus tour) with Basurama, collective of architects

Afternoon
All the groupe (77 students) - 16:00-18:00
Collective conclusion and work on the study trip report

Location: Hôtel Tryp Madrid Gran Via, Calle Gran Via, 25 (Breakfast room)

Remerciements

Aux membres de l'école urbaine de Sciences Po :

- Pauline Prat, Pedagogical advisor Master 2 Stratégies Territoriales et Urbaines & Executive master Gouvernance territoriale et Développement urbain

- Brigitte Fouilland, Executive Director Urban School, Pedagogical advisor Master 1 Stratégies Territoriales et Urbaines and Dual Degree Urban Policy with the London School of Economics.

- Eric Verdeil, Scientific Director Master Stratégies Territoriales et Urbaines and Dual Degree Urban Policy with the London School of Economics.

- Marie Barraud, Communication manager

- Sandrine Boisard, Financial and juridical manager

Aux intervenants qui nous ont accordé de leur temps :

- Prof. Dra. Carmen Navarro, Departamento de Ciencia Política, Universidad Autónoma de Madrid

- Vicky Anderica Manager of transparency project of the City Council

- Joaquín Meseguer Deputy General Director of Transparency

- Javier Esquillor, Member of "VIC – Incubator of Civic Initiatives"

- Jesús Leal, Catedrático emérito de Sociología, Facultad de Ciencias Políticas y Sociología, Universidad Complutense de Madrid

- The other teachers of Universidad Complutense

- Fernando Lopez Zamora, Director de Propuestas & Raúl Sánchez, Operations Manager in Madrid Area, Veolia España.

- José Manuel García Mulas, Arquitecto Técnic, Departamento de Difusión y Cooperación Institucional, Dirección General de Planificación Estratégica, Área de Gobierno de Desarrollo Urbano Sostenible.

Équipe éditoriale

Équipe de rédaction :

- Laura Biaud
- François De Gasperi
- Thibault Devillard
- Louise Doublet
- Aurélia Hild
- Lise Patron
- Cléa Vaulot
- Djamila Vuillemier-Papaloizos

Photographie :

- Lila Bigio
- Sandrine Boisard
- Thibault Devillard
- Séraphin Élie
-Victor Fighiera
- Morgane Gasse
- Isabelle Imhof
- Sylvain Lopez-Mora
- Marion Valentin
- Charlotte Vidal

Mise en page :

- François De Gasperi
- Thibault Devillard

Relecture :

- François De Gasperi
- Éric Verdeil

Photo de groupe, Charlotte VIDAL